

<http://www.snetap-fsu.fr/Aquitaine-Communique-de-creation.html>



Aquitaine : Communiqué de création du Comité de Défense régional

- Nos Actions -

Date de mise en ligne : vendredi 20 avril 2012

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés



COMMUNIQUE COMITE REGIONAL AQUITAINE POUR LA DEFENSE ET LE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PUBLIC

Le vendredi 17 février 2012, les élus et représentants régionaux du Parti Socialiste, du Parti Communiste Français, du Parti de Gauche, d'Europe Écologie les es Verts, du MODEF, de la confédération paysanne, de la FCPE, de la FSU et du SNETAP-FSU ont décidé la mise en place d'un Comité Régional pour la Défense et le Développement de l'Enseignement Agricole Public.

Ce Comité permanent aura pour objectif d'informer l'opinion sur l'état de l'enseignement agricole public en Aquitaine, de proposer des solutions pour en améliorer l'audience et le fonctionnement, et d'agir pour que ses propositions soient mises en œuvre.

Nous sommes attachés à un service public d'enseignement agricole qui seul peut permettre non seulement d'apporter aux futurs acteurs du monde rural un savoir à la fois technique et humain, nécessaire à une insertion professionnelle, mais aussi de relever les défis alimentaire, environnementaux, énergétique, socio-territoriaux et technologique qui attendent l'agriculture de demain.

L'ensemble des établissements aquitains de l'Enseignement Agricole Public sont aujourd'hui dans une situation où l'offre publique de formation est en situation de rupture et recule faute d'un soutien affirmé de l'État. La baisse systématique des moyens, les plafonnements des effectifs, les suppressions de postes, le maintien de la précarité ... entraînent des difficultés de fonctionnement des établissements, fragilisent les personnels et déstabilisent les usagers.

Le Comité demande à être reçu rapidement en qualité par le Directeur Régional de l'Agriculture et la Forêt, afin de porter ses exigences visant à redonner sans équivoque une priorité à l'Enseignement Agricole Public en Aquitaine.

Le Comité est déterminé à user de tous les moyens pour défendre l'Enseignement Agricole Public et relayer en région les initiatives du Comité National. Il s'engage à finaliser au plus tôt une vingtaine de propositions concrètes et à les promouvoir auprès de tous les élus, personnels et usagers comme alternative au projet destructeur de l'actuel gouvernement. Il a d'ores et déjà adopté un calendrier de travail et entend se réunir régulièrement afin d'engager des démarches de qualité et que chacun de ses membres puisse contribuer dans le champ d'intervention qui lui est propre (politique, syndical ou associatif) à la défense et au développement de l'Enseignement Agricole Public.

*Le Comité Régional Permanent de Défense
et de Développement de l'Enseignement Agricole Public*

Les lycées publics agricoles au bord de la rupture

L'enseignement agricole public réuni en comité régional dénonce une réduction de moyens.



Ici, au lycée agricole public de Bazas, lors des Ovinclades des jeunes bergers. (photo archives stéphane lartigues)

Suppressions de postes, fermeture de filières, restrictions budgétaires... L'enseignement agricole public est aujourd'hui au bord de la rupture.

Réuni au lycée agricole de Bazas, un comité régional de défense et de développement de l'enseignement agricole public a permis aux personnels enseignants des établissements concernés, on en compte une quinzaine en Aquitaine, d'impliquer des élus, des représentants associatifs et syndicaux dans un large tour de table. On retrouve ici le Snetap-FSU, le syndicat national majoritaire dans l'enseignement technique agricole public. Cet enseignement affiche un taux d'insertion professionnelle remarquable mais il y a tout lieu de s'inquiéter quand le ministère de l'Agriculture inscrit 168 suppressions de postes au budget 2012.

La contractualisation

« Désavantagé par rapport à l'offre en secteur privé, l'enseignement agricole public ne représente plus que 35 % des effectifs et ça ne fait que baisser. »

Directement mise en cause, la politique de contractualisation qui consiste à revoir à la baisse le quota de recrutement des élèves et réduit le nombre de postes d'enseignants, dans tous les établissements. Le recours à des vacataires et une augmentation du volume des heures supplémentaires ne satisfont pas à de bonnes conditions d'enseignement et entraînent souvent des coûts plus élevés que les économies recherchées.

« On ne raisonne plus sur les besoins des filières mais sur des données comptables complètement déconnectées des réalités », indique Alain Godot, secrétaire régional du Snetap.

Autant d'arguments qui ont convaincu Martine Faure, Alain Vidales, députés PS, Marie Bové, Bernard Péré, conseillers régionaux EELV, Maryline Beyris, conseillère régionale PS, Francis Daspe, président de la commission nationale de l'enseignement du Parti de gauche, Sébastien Laborde, secrétaire départemental du Parti communiste, mais encore des représentants du Modaf, de la Coordination paysanne et même des parents d'élèves de la FCPE d'apporter leur total soutien par leur présence ou leur signature.